

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



BUREAUX
ROUBAIX — 99-71, Grande-Rue. Tél. 327.33, 327.33 et 327.54.
TOURCOING — 22, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE — 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
PARIS — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 77.84.
MOUSCRON — 105, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Rebois
 Alfred Rebois
 Madame Alfred Rebois

LETTRE DE LONDRES

LE SENS DU VOYAGE DE MM. CHAUTEPS ET DELBOS

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

La rencontre anglo-française des 29 et 30 novembre s'annonce comme un des événements diplomatiques les plus importants de la période de l'après-guerre.

Entendons bien tout d'abord qu'il ne s'agit pas dans l'esprit du gouvernement anglais de recueillir les vues de la



M. NEVILLE CHAMBERLAIN
premier ministre anglais

Depuis qu'il a pris la direction des affaires, M. Neville Chamberlain a d'abord cherché, par son échange de lettres avec M. Mussolini, à ouvrir la voie à un arrangement anglo-italien en Méditerranée. L'entreprise n'a pas encore donné des résultats tangibles, mais elle n'est pas abandonnée. A l'instigation des groupes qui ont toujours tendance à croire à la bonne volonté allemande, il a accepté d'envoyer Lord Halifax à Berlin pour y recueillir de la bouche du Führer des indications sur la possibilité d'un arrangement européen.

Cette démarche fut prudemment limitée dans son objet à une mission d'information. Elle ne pouvait donc pas échouer au sens rigoureux du mot, et bien qu'elle paraisse avoir été assez décevante, les déclarations faites aux Communes par le Premier Ministre donnent à penser que le langage du Führer fut assez habile pour laisser la porte ouverte à de nouvelles consultations.

Toujours est-il que l'invitation adressée à MM. Chauteps et Delbos fut décidée presque immédiatement après que M. Neville Chamberlain eut été mis au courant des vues exprimées par M. Hitler à Lord Halifax. Ce fait, à lui seul, a une signification évidente. Il ne semble pas qu'on puisse être taxé de témérité si on y lit le souci sincère du gouvernement britannique de bien marquer qu'il entend se concerter avec le

France après celles du Reich. Le dessein britannique est tout autre. Il consiste à fournir aux dirigeants des deux pays l'occasion d'examiner les informations que Lord Halifax a rapportées de sa visite en Allemagne et de se concerter sur la suite qui peut leur être donnée en vue de consolider la paix européenne. Les motifs qui ont déterminé le gouvernement anglais à tenter un nouvel effort d'apaisement et à demander au gouvernement français de s'y associer sont d'ordre complexe.

La Grande-Bretagne éprouve un besoin de plus en plus impérieux et urgent de liquider la situation en Europe pour concentrer son attention sur les événements d'Extrême-Orient où le Japon a pratiquement gagné la guerre et fait peser une menace de plus en plus sérieuse sur les positions britanniques dans le Pacifique. L'échec d'ailleurs prévu de la Conférence de Bruxelles, où les Etats-Unis ont pris une attitude assez négative, n'a fait qu'accroître ce danger auquel elle doit se préparer à faire face.

M. Neville Chamberlain qui, avant d'être premier ministre, présenta au Parlement, en sa qualité de chancelier de l'Echiquier, le vaste programme de réarmement dont le contribuable britannique sent de plus en plus le poids, ne peut manquer d'être préoccupé par la crise boursière de New-York et ses incidences sur le marché de Londres. Une détente européenne, permettant de ralentir le rythme d'exécution de ce programme, apporterait aux finances britanniques un allègement dont le pays serait reconnaissant au gouvernement d'union nationale.

Il n'y a enfin aucun doute que le peuple anglais, profondément pacifique, s'inquiète de la tension européenne, de la formation du fameux axe idéologique Rome-Berlin, complété par l'accord anti-Komintern italo-germano-japonais. Tout effort tendant à atténuer le péril que fait courir à la paix cette alliance de trois puissances dictatoriales aux desirs d'expansion fortement accusés, répond sans aucun doute aux aspirations du peuple anglais.



M. EDEN
ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne

gouvernement français pour arrêter une attitude commune en face des revendications allemandes.

Jean DUMAS.

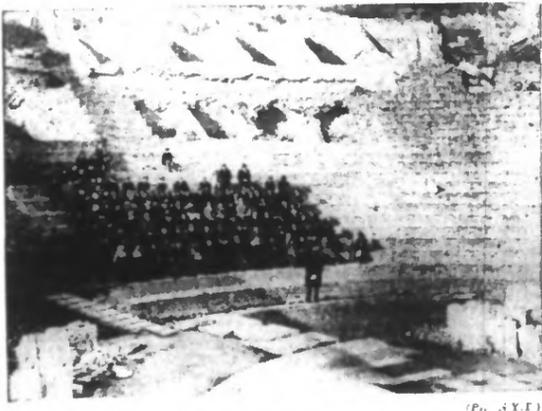
(Lire la suite page 3).

Les massacres d'Haiti auraient fait plus de huit mille victimes

Washington, 28 novembre. — Le sous-secrétaire d'Etat américain Sumner Welles a reçu samedi le représentant de la République dominicaine, en vue de régler les graves incidents survenus le mois dernier à la frontière des républiques Dominicaine et Haïtienne.

D'après un rapport officiel envoyé par la République d'Haiti, le nombre des victimes de ces effrayants massacres d'ouvriers haïtiens par les frontaliers dominicains s'élève à plus de huit mille.

DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES A LYON



Sur les gradins d'un théâtre gallo-romain, qui vient d'être dégagé sur la colline de Fourvières, les membres d'une société archéologique écoutent une conférence.

Une cérémonie franco-italienne à l'Arc de Triomphe



Les drapeaux se sont inclinés pendant la minute de silence observée après que le COLONEL BERTAUX, représentant les anciens combattants français, eut remis un drapeau au président des Anciens Combattants italiens.

LE PARTI DÉMOCRATE POPULAIRE

ne trace pas de frontières intérieures aux collaborations étendues qui donneraient à un gouvernement toute l'autorité exigée par la gravité des circonstances.

conclut la déclaration de clôture du Congrès de Toulouse

Toulouse, 28 novembre. — Le congrès du Parti démocrate populaire a tenu samedi à 22 h., une séance de nuit. Après diverses interventions sur les votes discordants des élus parlementaires, la motion de clôture a été votée à 2 heures du matin. En voici les passages essentiels :

« Le congrès national du Parti démocrate populaire renouvelle solennellement l'expression de sa foi dans les institutions républicaines et démocratiques de la France.

« Il reste convaincu que la justice sociale et la prospérité économique ne sauraient être salutairement obtenues que dans une transformation du régime du crédit, de la production et des échanges basée sur une organisation des

publics de la concorde entre les citoyens et les classes.

« Il faut que la démocratie française se discipline et prouve par son effort, sa supériorité sur les régimes autoritaires. Des dangers la menacent à cet égard et les plus graves ne sont pas ceux qui lui viennent de conspirateurs aussi absurdes qu'odieux et que le peuple de France a déjà jugés.

« Le Parti démocrate populaire dénonce indistinctement, qu'ils soient de droite ou de gauche, tous ceux qui trahissent la défiance et la haine contre les Français et qui ne s'orientent derrière les libertés démocratiques que pour mieux les anéantir ; ceux-là ne sont pas des républicains.

« Il ne veut connaître quant à lui que la grande famille républicaine. Il ne trace pas de frontières intérieures aux collaborations étendues qui donneraient à un gouvernement toute l'autorité exigée par la gravité des circonstances.

« A tous ceux qui placent la France et la liberté au-dessus de leurs dissentiments personnels et de leurs divergences doctrinales, il demande de s'unir pour le bien de l'Etat et le salut de la Patrie.

Dimanche, les congressistes ont assisté à un banquet présidé par M. Champetier de Ribes, sénateur des Basses-Pyrénées, ancien ministre. Celui-ci a prononcé un discours dans lequel il a dit notamment :

« Les lois sur les conventions collectives, sur la conciliation et l'arbitrage, sur la durée du travail étaient des lois de progrès social, mais elles ne pouvaient produire un effet bienfaisant que dans une atmosphère de paix et de collaboration. Elle ont été appliquées dans une atmosphère de lutte et de haine, chaque parti les utilisant trop souvent comme des moyens de choc. Le pays a été heurté et divisé. Et la technique a été heureusement redressée, le climat moral n'a pas été suffisamment amélioré et nous continuons à vivre dans l'équivoque et l'insécurité. »



M. CHAMPETIER DE RIBES

professionnels réalisant l'association et l'indépendance des fonctions respectives du travail, de l'initiative technique et du capital.

« Au point de vue économique, le Parti démocrate populaire se prononce pour la stabilité monétaire, pour le rétablissement de l'équilibre budgétaire, contre une politique de contrôle des changes qui aboutirait à l'autarchie économique.

« Au point de vue social, le Parti démocrate populaire est décidé à maintenir la loi de 40 heures. Il constate et affirme la nécessité d'en assurer l'application selon les indications fournies par l'enquête sur la production ordonnée par le gouvernement Chauteps.

« Il s'associe aussi au vote de la retraite des vieux travailleurs, simple mesure de justice et de prévoyance qui favorisera la résorption du chômage.

« Il ne fera jamais de la politique étrangère de notre pays l'enjeu des luttes politiques intérieures. Il approuve la politique de non-intervention du gouvernement Chauteps, comme il l'avait approuvée quand elle était pratiquée par le gouvernement précédent.

« Disposé, d'autre part, à un rapprochement sincère avec tous les peuples, quel que soit leur régime, il n'accepterait pas que ce rapprochement fût acheté au prix de l'honneur de la France et de ses intérêts vitaux de la justice et de la sécurité dus aux petits Etats comme aux grands.

« La paix extérieure, la prospérité économique et le progrès social exigent plus impérieusement que jamais l'ordre politique de Nahas Pacha.

UN ATTENTAT contre le premier ministre égyptien

Le Caire, 28 novembre. — Au moment où Nahas Pacha se rendait en voiture à une réception à Choubra, un individu a tiré à quatre reprises sur son automobile. Le premier ministre n'a pas été blessé.

C'est alors que la voiture du premier ministre traversait Héliopolis qu'un jeune homme, Issidine Abdel Khader, se précipita vers elle et déchargea son revolver à quatre reprises. Une seule balle atteignit la voiture de Nahas Pacha, à deux doigts au-dessous de la fenêtre derrière laquelle était assis le chef du gouvernement.

Un agent qui se trouvait dans une voiture de la police réussit à maîtriser sur-le-champ l'individu qui portait la chemise verte, uniforme d'une organisation de nationalistes extrémistes, hostiles au traité anglo-égyptien et à la politique de Nahas Pacha.

Le Parti social français

DANS LA DÉCLARATION DE CLOTURE DU CONGRÈS QU'IL A TENU A LYON

énumère les nombreuses réformes qu'il réclame

Lyon, 28 novembre. — Le congrès national du Parti social français a pris fin dimanche à midi 30, par un grand meeting qui a réuni une foule nombreuse venue des départements voisins.

M. Octavi, vice-président du Parti, présidait ; auprès de lui, à la tribune, avaient pris place le président du Parti, M. de la Roque, M.M. Ybarnegaray, député des Basses-Pyrénées ; Barrachin, directeur du bureau politique ; Madalliac, etc.

M. Ybarnegaray, après avoir rendu un vibrant hommage au président, s'est élevé avec indignation contre ceux qui l'attaquent.

Le colonel de la Roque a lu alors la déclaration du Parti, qui a été adoptée par acclamations, puis a prononcé le discours de clôture.

« J'ai assuré, dit-il, notamment, l'indépendance du P.S.F. à l'égard des hommes, quels qu'ils soient. Nous sommes restés absolument purs. »

Le colonel de la Roque a dénoncé ensuite avec force le « péril bolchevique », qui, dit-il, veut faire de notre

nos rangs un peuple que nous n'avons pas le droit de tromper. Nous donnons la paix, l'honneur et la sécurité autour des berceaux dans une France rendue à son idéal et à son glorieux destin.

Ces paroles ont marqué le fin de ce congrès national.

Les assistants se sont alors levés et le président de la Roque, face au micro, a entonné la « Marseillaise » que la foule a chantée avec lui.

Voici le texte de la déclaration qui a été adoptée :

« Le Parti social français qui avait déjà le droit d'affirmer à son premier congrès qu'il était le plus puissant des partis politiques, peut aujourd'hui jeter un regard de fierté sur le chemin parcouru depuis un an. Fort des milliers d'adhésions qui lui parviennent quotidiennement de tous les points du territoire, groupant autour de son président tous ceux qui s'écourent l'impuissance des vieux partis à rendre à notre pays l'unité, et la prospérité dans la paix, il af-



LE COLONEL DE LA ROQUE A LA TRIBUNE (Ph. N.Y.T.)

doce France le charnier de sa sauvergerie.

Parlant des gouvernements, il a poursuivi :

« Nous ne pouvons avoir confiance dans les gouvernements qui, officiellement ou non, se servent du soutien communiste, car le communisme vise à insaurer chez nous son action exterminatrice et dissolvante de l'âme française.

« Ni les insultes, ni les menaces ne nous feront perdre un instant le sens de l'intérêt général. Nous avons dans

afirme aujourd'hui, que personne ne peut résister efficacement, sans recourir à son appui, contre les dangers menaçants pour le libre développement des institutions républicaines.

(Lire la suite page 2.)

La Confédération nationale des anciens combattants devant les problèmes de l'heure

Paris, 28 novembre. — Le Conseil national de la Confédération nationale des anciens combattants a repris ses travaux par l'examen des vœux des diverses commissions. Tout d'abord, le Conseil porte le serment de défendre la République contre toute tentative d'émeute ou de révolution de quelque tendance ou parti qu'elle puisse provenir.

En ce qui concerne la paix, le Conseil affirme son attachement à la sécurité collective et aux ententes internationales. Il dénonce les croisades idéologiques et déclare que la S.D.N. doit être dotée des moyens lui permettant d'imposer ses décisions.

Dans un autre vœu, la Confédération affirme que l'unité française donnera plus de poids à la collaboration de la France avec les démocraties anglaise et américaine, prélude d'une réconciliation générale.

La commission d'action économique et sociale a fait adopter des vœux demandant la représentation des anciens combattants dans les commissions départementales de surveillance des prix et affirmant leur droit et leur volonté d'intervenir pour la solution des problèmes économiques et sociaux.

Enfin, la commission de la mutualité a fait adopter divers vœux concernant la retraite mutualiste.

Le Conseil a adopté une motion de l'Intercatégorie Nord-Africaine des mutilés, A. C. et victimes de la guerre mettant sans réserve toutes ses forces au service des trois représentants de la France en Afrique du Nord et faisant confiance au gouvernement pour qu'il assure le rétablissement de l'ordre dans la justice en Afrique du Nord.

La commission des revendications matérielles a fait adopter diverses résolutions, l'une demandant que le bureau de la Confédération exige impérativement le rajustement des pensions, allocations et retraite du combattant sur la base d'un minimum de 10 % dès le 1^{er} octobre 1937.

Le conseil a adopté ensuite divers vœux concernant les fonctionnaires anciens combattants, en particulier, la suppression du décret abrogeant l'alloca-tion pour charges de famille, puis le Conseil national a clos à 17 h. 30 ses travaux.

LE ROI D'ALBANIE AHMED ZAGOU...



(Ph. France-Press.)
...qui, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de l'Albanie, annoncera ses fiançailles avec une jeune musulmane dont le nom n'a pas encore été divulgué.

A Saint-Cloud, un agent de location est trouvé assassiné dans une villa

Saint-Cloud, 28 novembre. — Samedi, vers 15 heures, un agent de location de Saint-Cloud, M. Lesobre, 33 ans, demeurant à un de ses confrères de lui prêter les clés de la villa « Monplaisir », qu'un ou des clients voulaient acheter. On lui donna les clés. On ne devait plus le revoir.

On le découvrit dimanche gisant en bas de l'escalier au sous-sol de la villa « Monplaisir », couché sur le ventre. Il avait été tué de deux balles de revolver.

CHRONIQUE DES LETTRES

LECTURES

D'où vient que les vingt ou trente années qui ont précédé la guerre de 1914 nous apparaissent en général si veules et si fades, quand nous en reconstruisons l'image ou le souvenir ? Sans doute de ce que la vie nous y semble trop facile, trop banalement aimable, trop vulgairement brillante. Sous aucun rapport, le style 1900 n'est bien beau. Et nous n'admettons plus guère, de ces molles et futiles années, que la crise héroïque de l'affaire Dreyfus, la méditation de Barrès sur la colline de Sion et le labeur inquiet de Péguy dans la boutique des Cahiers de la quinzaine.

C'est, hélas ! pas du tout ce que M. Henri Lavedan nous raconte dans *Avant l'oubli* (1), mais ses *démêlés* avec la Comédie-Française pour la représentation du *Prince d'Aurore*, le succès de la pièce au Vaudeville, des potins de coulisses, de salons ou de clubs, mille petits riens qui ont dû amuser ou charmer ceux qui les ont vécus, mais qui nous semblent terriblement loins aujourd'hui. Certes, M. Henri Lavedan conte avec agrément, il est spirituel et sincère, mais vraiment, comme cela pèse peu, la vie mondaine d'un homme de lettres ! Il est normal que les gens heureux n'aient pas d'histoire ; pourquoi diable veulent-ils à tout prix nous la raconter ?

Notre génération est plus grave, plus sérieuse — trop sérieuse, dit-on déjà quelquefois. Il est certain que les hommes qui ont aujourd'hui passé trente ans, et qui réfléchissent, ont trop de sujets d'inquiétude pour se complaire longtemps aux jeux mondains et littéraires. Voici que Daniel-Rops ajoute, à la série des *Années tournantes*, un nouveau volume, *Tournaï de la France* (2), où il se fait, une fois de plus, l'analyste intelligent de nos maux et de notre espoir. Le mal de la France, c'est, dans un monde pris de vertige et parmi tant de peuples qui avancent franchement dans une voie choisie, de chercher encore sa route et son allure ; dans l'ordre de la pensée comme de l'action politique et morale, elle est profondément hésitante, divisée, « déconcentrée », et ce n'est plus à elle que la monde demande des lumières et des principes de vie. L'espoir de la France, ce sont ses forces intactes, sa belle paysannerie saine et solide, ses classes moyennes laborieuses et raisonnables, sa classe ouvrière énergique et intelligente. De beaux jours se lèveront, quand la France, retrouvant son âme profonde, aura pris conscience de sa mission, qui est de construire, sous le signe chrétien, une civilisation où tous les hommes seront traités comme des personnes, non comme des machines ou des automates perfectionnés.

Reprocherai-je à Daniel-Rops un peu trop de sévérité dans ses jugements sur la politique française d'après-guerre ? Un peu trop de prudente habileté dans une certaine manière de renvoyer la droite et la gauche dos à dos en faisant plaisir à tout le monde ? J'aime mieux le louer sur le point essentiel de sa doctrine, qui est une croyance absolue dans le pouvoir de la volonté humaine, un refus courageux des prétendues fatalités qui conduiraient la France à la ruine et le monde à la guerre. « Une grande idée — écrit-il — un mouvement d'âme peuvent tenir en balance les déterminismes les plus implacables... Jeanne d'Arc, à elle seule, renverse la marche de l'Histoire pour la terre française et pour son roi ».

Mais après tout, renverser la marche de l'Histoire, est-ce si facile ? La suite des événements dépend-elle de la sagesse ou de la volonté des hommes, ou n'est-elle pas plutôt commandée par des causes profondes, infiniment plus déterminantes ?

LE PRINCE BIRA COUREUR AUTOMOBILISTE VA SE MARIER



LA JEUNE LONDONNIENNE, MISS CECILIA KEYCOCK, fiancée du prince Bira.